Les réfugiés urbains luttent pour faire face au coût de la vie au Burundi

UNHCR, 16 octobre 2008 Difficile de vendre des marchandises pour ces commerçantes du marché central de Bujumbura. © UNHCR/B.NtwariBUJUMBURA, Burundi « La vie est de plus en plus difficile pour les 12 000 réfugiés et demandeurs d'asile urbains du Burundi. Dans un contexte marqué par la montée des prix et la rarefaction des opportunités de gagner de l'argent, des centaines de réfugiés ont quitté la capitale, Bujumbura, ces deux dernières années. Ils se sont établis dans les camps de réfugiés, où ils peuvent obtenir une assistance et l'éducation gratuite pour leurs enfants. Monique*, une jeune Congolaise dynamique, fait partie des réfugiés ayant connu des difficultés financières ces derniers mois. Elle gagne un peu d'argent en vendant de la lessive en poudre dans des petits sacs en plastique près du marché central très affairé de Bujumbura.

Comme les autres réfugiés urbains, elle ne reçoit quasiment aucune assistance et a besoin d'un revenu pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses trois jeunes sœurs, qui sont encore étudiantes. Les quatre jeunes femmes ont fui le Burundi il y a quatre ans afin d'échapper aux combats en cours dans la province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo voisine. C'est un travail ingrat que d'aborder les gens aux entrées du marché pour tenter de les persuader d'acheter ses marchandises. C'est aussi illégal, car Monique n'a pas l'autorisation de vendre et doit sans cesse jouer au chat et à la souris avec les patrouilles de police. « L'ingénieur, ça ne marche plus. En dépit de la générosité de nos voisins, qui paient les frais de scolarité de mes sœurs, la vie reste très chère et je ne m'en sors pas. Je n'ai pas de mari, pas de famille pour m'aider. Si je pouvais au moins obtenir une aide alimentaire... La vie est très dure à Bujumbura », se plaint Monique. L'agence des Nations Unies pour les réfugiés aide un petit nombre de réfugiés urbains à gagner de quoi vivre pendant cette période difficile. Le HCR cherche aussi des moyens pour réduire le mouvement vers les camps situés en campagne et encourager ses partenaires à mieux aider les plus vulnérables « en particulier les femmes et les enfants comme Monique et ses sœurs qui souhaitent rester à Bujumbura. Les réfugiés s'accrochent à leur existence en ville pour diverses raisons, allant de considérations personnelles et familiales à l'espoir de trouver un travail décent. Evoquant la situation de ces personnes, Bo Schack, le directeur du HCR au Burundi, explique que l'agence espère, au cours des années à venir, « développer un meilleur système de soutien pour les communautés urbaines ». En 2007, le HCR a lancé un projet pour aider 45 familles de réfugiés urbains à monter des petits commerces. L'agence couvre aussi certains des frais médicaux des réfugiés urbains, allant jusqu'à 100 pour cent pour les plus vulnérables. Le HCR aide aussi à financer un projet générateur de revenus mené par son partenaire, Handicap International (France), en faveur des réfugiés urbains. Alphonsine*, une réfugiée congolaise, a reçu un capital initial de 200 dollars dans le cadre de cette initiative pour lancer un commerce de vente de riz à des restaurants de la banlieue de Jabe. Elle gagne 3 dollars par jour, ce qui ne suffit toujours pas à couvrir l'ensemble de ses besoins, notamment sa location et les frais de scolarité de ses enfants. « J'aimerais obtenir davantage de soutien », dit-elle avant d'ajouter : « les prix augmentent sans cesse et la vie devient hors de prix. » Elle ne veut pourtant pas aller dans un camp de réfugiés car elle a besoin de suivre un régime spécial et un traitement médical quotidien contre le HIV « Alphonsine a fui le Burundi en 2002 après avoir été violée et contaminée par des miliciens. Bien qu'elle connaisse encore des difficultés, Handicap International loue son succès : non seulement Alphonsine parvient à générer un revenu, mais les résultats de son projet sont bons, note l'organisation. Le HCR vient en aide et fournit une protection à plus de 16 000 réfugiés vivant dans quatre camps de réfugiés au Burundi. Bien que l'assistance de l'agence aux réfugiés urbains au Burundi soit limitée, le HCR voudrait faire davantage pour eux à l'avenir. Le Haut Commissaire António Guterres a déclaré à l'organe directeur du HCR plus tôt ce mois que les personnes que l'agence doit aider se trouvent de manière croissante en zone urbaine. « En 1800, seuls trois pour cent de la population vivaient dans les villes et les métropoles. Cette année, cette proportion atteindra 50 pour cent, et en 2050 elle pourrait atteindre les 70 pour cent. Du fait de ces tendances, le HCR sera inévitablement obligé d'adapter sa façon de travailler pour répondre aux besoins des réfugiés, des rapatriés, des déplacés internes et des apatrides qui sont nés ou ont pris résidence en zones urbaines », a ajouté António Guterres* Noms modifiés à des fins de protection. Par Bernard Ntwari à Bujumbura, Burundi